

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Carfantan, Jean-Yves et Condamines, Charles, *Qui a peur du tiers monde? Rapports Nord-Sud : les faits*, Paris, Éditions du Seuil, Coll. « Point », 1980, 320 p.

par André Lux

Études internationales, vol. 13, n° 1, 1982, p. 188-189.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701327ar>

DOI: 10.7202/701327ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

ne fut pas question de provoquer la rupture drastique du lien continental.

Raymond HUDON

*Département de science politique
Université Laval*

CARFANTAN, Jean-Yves et CONDAMINES, Charles, *Qui a peur du tiers monde? Rapports Nord-Sud: les faits*, Paris, Éditions du Seuil, Coll. « Point », 1980, 320 p.

Voici sans conteste le meilleur ouvrage de vulgarisation sur les rapports entre pays industriels et tiers monde. Il accroche en effet immédiatement ses lecteurs en partant de leurs préjugés contre le tiers monde, qu'il expose clairement et réfute brillamment en un langage simple et débarrassé du lourd appareil théorique et doctrinal cher aux marxistes. Cette tâche prend 40% du texte en trois chapitres. « Ils font flamber nos prix » : les « arabes » sont-ils responsables de l'inflation ? Non. Les auteurs montrent comment l'information est manipulée et faussée par une confusion délibérée entre coûts des importations de pétrole d'une part, facture pétrolière et coût du baril importé d'autre part, entre hausse du prix du pétrole exprimée en dollars US et en francs français. Ainsi, en 1979 le coût global du pétrole importé par la France monte de 12.8% mais la quantité importée, de 11.8%, l'augmentation réelle du prix en Francs n'étant que de 1.1%, tandis que la facture pétrolière baisse de 3.5 milliards. De 1974 à 1978 la hausse de la facture pétrolière est de 14% en France, contre 60% pour le P.I.B. En 1979, la plus-value des réserves d'or des pays industriels se chiffre à 286 milliards de dollars contre seulement 13.6 pour les pays de l'OPEP. La spéculation sur l'or soutenue par les banques a gonflé la masse monétaire et encouragé l'inflation. Les auteurs justifient ensuite la politique de l'OPEP, qui n'a rien d'un caprice.

« Ils nous volent notre travail » : à nouveau les faits parlent ; alors que les chefs d'entreprise français estiment de 200,000 à 500,000 les pertes d'emploi en France dues à

l'industrialisation du tiers monde, le rapport Berthelot donne 25,000 et le surplus net d'emplois est de 100,000 entre 1970 et 1976. Ce surplus atteint 500,000 pour les pays de l'OCDE. Par contre la vente de technologie aux pays pauvres augmente la proportion de travail qualifié chez nous, mais crée là-bas de nouvelles formes de sous-développement, avec peu d'emplois nouveaux, des inégalités sociales, une dépendance financière, technologique et alimentaire accrue. Les auteurs expliquent enfin le pourquoi et le comment du redéploiement industriel des multinationales.

« Et pourtant nous les aidons » : c'est ici que la réfutation du mythe de la générosité des pays riches est la plus cinglante, notamment en dévoilant la supercherie des chiffres officiels de la coopération et montrant que ce sont les pays pauvres qui s'endettent pour aider les pays riches. Le tableau de la page 129, confrontant pour 1977 les montants de l'aide reçue et des intérêts de la dette de huit grands pays sous-développés, en est le meilleur résumé.

Les préjugés ainsi malmenés, il reste aux auteurs à faire le bilan de « deux décennies du développement », que le chapitre 4 présente en trois mots terribles : leurs famines, leurs guerres et leur silence (sous la répression des régimes militaires), et illustre notamment par les deux tableaux des pages 136-137 sur le temps-travail requis à l'achat de biens de première nécessité, et de la page 142 sur l'inégale répartition du revenu dans cinq pays. L'exposé saisissant de la totale emprise de l'industrie de l'information, qui clôtur le chapitre 4 débouche naturellement sur le thème du chapitre 5, « des peuples différents pour un seul supermarché », qui commence par montrer l'inanité de l'approche positiviste des problèmes du sous-développement et l'inévitable échec d'un modèle de croissance économique, qui ne fait produire des denrées que dans la mesure où elles nourrissent les capitaux plutôt que les populations, au point où il menace à terme notre globe d'épuisement. La référence à la mondialisation de l'économie, orchestrée au prix du déclin des spécificités culturelles par de puissants acteurs transnationaux, fournit au lecteur intéressé l'esquisse d'un cadre d'analyse cohérent dans lequel replacer de

manière plus profondément signifiante la multitude des faits présentés précédemment et que les auteurs avaient déjà réussi à faire parler d'eux-mêmes au niveau d'approche plus superficiel qui convenait à l'objectif de vulgarisation qu'ils se sont donné.

Le dernier chapitre qui essaie de répondre à la question « que faire ? », est la partie plutôt faible du livre, et ce n'est pas étonnant, au vu de la complexité des problèmes. Il se structure autour de trois orientations, écologique, sociale et économique et propose quatre ordres de mesures concrètes, soit le transfert de ressources, l'information du public en fonction d'objectifs mesurables, une plus grande collaboration entre le public et les associations tiers-mondistes, entre celles-ci et les militants du tiers monde, et enfin l'organisation de circuits commerciaux autonomes court-circuitant les superstructures mercantiles internationales. En accordant une place de choix aux organisations non gouvernementales de coopération, les auteurs me paraissent optimistes, voire un peu naïfs. Est-ce cette disposition qui les emporte jusqu'à prétendre que l'année 1980 verra mourir quotidiennement 150,000 personnes ? Un petit calcul aboutit alors à près de 55 millions pour l'année entière, soit 1.3% de la population du globe et ferait bondir le taux de mortalité de 11 à 24 pour mille; trop, c'est trop !

Ces petites réserves mises à part, l'ouvrage mérite une très large diffusion.

André LUX

*Département de sociologie
Université Laval*

SID-AHMED, Abdelkader, *L'OPEP, passé, présent et perspectives*, Paris, Éditions Economica, 1980, 567 p.

Le volumineux ouvrage (567p.) que A.Sid-Ahmed vient de consacrer à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (passé, présent et perspectives de l'OPEP), sous-titré : « Éléments pour une économie politique des économies rentières », – comble un vide dans la littérature spécialisée de tous les pays francophones. En effet, si les études relatives à

l'OPEP sont nombreuses en langue anglaise, elles sont rares en langue française.

Comme le souligne justement dans l'avant-propos, Mohamed Bedjaoui, représentant permanent de l'Algérie à l'ONU, le livre de son compatriote contient un triple message. Il s'adresse, d'abord, aux pays à économie rentière, à tous « ces petits pays désertiques, producteurs de pétrole, dont le monde industrialisé a fait si commodément, hélas, ses boucs émissaires favoris ». C'est une sorte d'« appel à la raison », à la « sagesse » et un cri d'alarme que lance l'auteur pour attirer l'attention de ces « États en sursis » sur le fait que la rente pétrolière n'aura qu'un temps. Il importe donc d'utiliser rationnellement cette source d'énergie non renouvelable pour créer, dès maintenant, les conditions du développement post-pétrolier.

Le second message de Sid-Ahmed concerne aussi bien les pays producteurs que les pays riches non producteurs. Depuis 1973, les États industrialisés de l'hémisphère Nord ont pris conscience de la crise de l'énergie avec toutes les conséquences qu'elle entraîne : lutte contre les gaspillages, augmentation régulière du prix de l'or noir, recherche d'énergies de substitution. Producteurs et consommateurs doivent s'entendre pour que le prix du pétrole soit fixé de telle manière qu'il permette de développer et de rentabiliser les énergies de remplacement.

Enfin, dernier message, ce n'est que par la coopération et le dialogue entre nations riches et nations pauvres que le Développement harmonieux de notre planète pourra être assuré. L'avènement d'un Monde plus juste et plus libre passe par la Solidarité, l'Interdépendance et la Gestion concertée des ressources du globe.

L'ouvrage de Sid-Ahmed – divisé en dix grands chapitres – constitue une mine d'informations économiques et financières. Les innombrables graphiques, statistiques, courbes, tableaux illustrent agréablement la démonstration de l'auteur. Celui-ci passe en revue tous les problèmes qui se posent aux États rentiers : l'impact du secteur pétrolier sur les économies des membres de l'OPEP; les relations Compagnies pétrolières/États-hôtes; la fin du « Part-